
ORCHESTRE NATIONAL DE JAZZ – O.N.J

4 rue de la Prévoyance

75019 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023

5, rue Lespagnol - 75020 PARIS

Tél : 33 (0)1 44 93 10 30 - Fax : 33 (0)1 44 93 10 39

E-mail : paris20@gmba.fr

Site internet : www.gmba-allinial.com

SARL au capital de 75 812,90 euros - 612 007 690 RCS PARIS - NAF 6920 Z - N° TVA : FR 01612007690
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région Parisienne
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
Membre indépendant de Walter France et d'Allinial Global International



Notre engagement
responsable depuis
2012

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'attention des membres du Conseil chargés de statuer sur les Comptes Annuels,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Orchestre National de Jazz relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, Nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- L'association produit des œuvres phonographiques et enregistre le coût de production de ces œuvres à l'actif en immobilisations incorporelles tel qu'indiqué au point 2 des règles et méthodes comptables de l'Annexe. Ces œuvres sont amorties sur deux exercices selon la méthode 75/25.
Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par l'association, nous avons examiné les modalités d'inscription à l'actif et apprécié l'évaluation de ces œuvres. Nous nous sommes également assurés que l'annexe fournit une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres du conseil sur la situation financière et les comptes annuels

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette

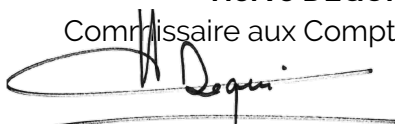
incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 11 juin 2024

GMBA Séléco
Représentée par
Hervé DEQUI

Commissaire aux Comptes Associé

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'H. Dequi', is written over a horizontal line. Below this line is another horizontal line, creating a space for a stamp or seal.

COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

- BILAN ACTIF
- BILAN PASSIF
- COMPTE DE RESULTAT
- ANNEXE

BILAN ACTIF

Association O.N.J.

page : 1

état exprimé en euros

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
Durée :				12 mois	12 mois
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	2 255	2 000	255	854
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	1 112 934	1 097 853	15 081	7 816
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions et installation des constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	88 538	55 166	33 372	35 016
	Immobilisations grévées de droits				
	Immobilisations en cours	1 175		1 175	
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Participations évaluées selon mise en équivalence				
	Autres participations	153		153	153
	Créances rattachés à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	10 144		10 144	8 750
TOTAL (I)		1 215 199	1 155 019	60 180	52 589
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	103 951	87 295	16 656	17 264
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	83 923		83 923	125 463
	Autres créances	167 248		167 248	88 101
	Capital souscrit appelé, non versé				
	Valeurs mobilières de placement	52 446		52 446	51 422
	Disponibilités	291 031		291 031	346 831
	Charges constatées d'avance	36 563		36 563	55 876
TOTAL (II)		735 162	87 295	647 867	684 957
COMPTES DE REGULARISATION	Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				1
TOTAL ACTIF		1 950 361	1 242 314	708 047	737 547

BILAN PASSIF

Association O.N.J.

page : 2

état exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		Durée :	12 mois	12 mois
Fonds associatifs	Fonds propres			
	Fonds associatifs sans droits de reprise			
	dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobiliers			
	subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables			
	Ecart de réévaluation			
	Réserves			
	Report à nouveau		366 142	359 090
	Résultat de l'exercice		-1 521	7 052
	Total des fonds propres		364 621	366 142
	Autres fonds associatifs			
	Fonds associatifs avec droit de reprise			
	- apports			
	- legs et donations			
	- résultats sous contrôle de tiers financeurs			
	Droits des propriétaires			
	Ecart de réévaluation			
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
	Provisions réglementées			
	Total des autres fonds associatifs			
	Total des fonds associatifs		364 621	366 142
Provisions	Provisions pour risques		16 559	16 559
	Provisions pour charges			
	Total des provisions		16 559	16 559
fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement			
	Sur dons manuels affectés			
	Sur legs et donations affectés			
	Total des fonds dédiés			
DETTES	DETTES FINANCIERES			
	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		115	100
	Emprunts et dettes financières divers			
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	DETTES D'EXPLOITATION			
	Dettes des fournisseurs et comptes rattachés		68 361	58 986
	Dettes fiscales et sociales		145 749	165 471
	DETTES DIVERSES			
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes		1 017	
	Produits constatés d'avance		111 625	130 289
	Total des dettes		326 867	354 846
	Ecart de conversion passif			
	TOTAL PASSIF		708 047	737 547

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

Association O.N.J.

page : 3

état exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

Durée :		12 mois	12 mois
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	Cotisations		
	Ventes de biens (dont ventes de dons en nature :)	4 963	6 039
	Ventes de prestations et manifestations (dont parrainages :)	200 859	223 101
	Concours publics et Subventions d'exploitation	1 015 716	1 091 043
	Ressources de la générosité du public (dont Mécénats : 20 000) (dont Legs :)	20 000	29 500
	Production stockée ou immobilisée	52 506	7 816
	Produits lié à des financements réglementaires		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	24 029	1 493
	Autres produits	6 976	2 465
	Total des produits de fonctionnement	1 325 049	1 361 457
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Achats		191
	Variations de stocks	-11 657	5 527
	Autres achats et charges externes	389 088	416 668
	Impôts, taxes et versements assimilés	24 612	27 881
	Rémunération du personnel	549 847	581 393
	Charges sociales	287 925	294 181
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements	53 699	18 290
	Dotation aux provisions	32 105	4 295
	(-) engagements à réaliser sur ressources affectées		
	Autres charges	243	6 202
	Total des charges de fonctionnement	1 325 862	1 354 628
	1- RESULTAT COURANT NON FINANCIER	-813	6 829
produits financiers	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Intérêts et autres produits financiers	6 270	1 764
charges financières	Perte supportée ou bénéfice transféré		
	Intérêts et autres charges financières		81
	2- RESULTAT FINANCIER	6 270	1 683
	3- RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1+2)	5 457	8 512
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles	6 978	1 460
	4- RESULTAT EXCEPTIONNEL	-6 978	-1 460
	Impôts sur les sociétés		
	TOTAL DES PRODUITS	1 331 319	1 363 221
	TOTAL DES CHARGES	1 332 840	1 356 169
	EXCEDENT ou INSUFFISANCE	-1 521	7 052
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite des biens et services		
	Personnel bénévole		

ANNEXE

1 janvier 2023 au 31 décembre 2023



Cabinet COMPTE A COMPTE
10 rue de la Pépinière, 75008 PARIS - Téléphone : 0141432710

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Présentation de l'association

L'association Orchestre National de Jazz (ONJ) a été créée en 1983. Le projet initié et conçu par l'association, conforme à son objet statutaire, a pour but la mise en place, la valorisation, l'accompagnement et la gestion d'un orchestre professionnel de jazz à vocation nationale et internationale dont les missions sont :

La création, la recherche et l'expérimentation musicale,

La diffusion auprès d'un public large et diversifié, à l'échelle nationale et internationale,

La valorisation du répertoire et du patrimoine,

La mise en œuvre d'actions culturelles, avec une attention portée à l'insertion professionnelle de jeunes musiciens et musiciennes.

L'association est financée par le Ministère de la Culture, qui a conclu avec l'association une convention pluriannuelle de trois ans pour la période 2022-2024, et un financement annuel de 840 k€.

L'association emploie le personnel nécessaire à son projet :

Les musiciens, musiciennes, techniciens et techniciennes de l'orchestre,

Le personnel permanent : un directeur artistique, une administratrice générale, un responsable de diffusion, un responsable de communication-presse, une responsable de l'action culturelle, une chargée de production, .

soit, au total : 6 emplois permanents.

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Le total des charges sur salaires s'élève à 266 844 Euros, soit 48,5% des rémunérations.

Phonogramme mis en circulation en 2023 :

Album "Ex Machina" : coût net : 60 321 Euros, sorti en Septembre 2023.

De 2020 À 2022, le suivi des comptes de tiers liés aux organismes sociaux (en particulier l' URSSAF) était difficile du fait des différentes aides (exonérations et aides aux paiements).

Une provision de 16559 Euros a été enregistrée à ce titre en 2021, et maintenue en 2023.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

L'exercice clos le 31/12/2023 présente un total de bilan avant affectation de 708 046 Euros, et un compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, avec un déficit de 1521 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions des règlements suivants :

ANC n°2014-03 du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général,

ANC n°2018-06 du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

La production phonographique immobilisée comprend les dépenses de production de l'année, complétée des éventuelles dépenses en cours de production de l'année précédente, et nettes des différentes aides reçues fléchées sur ces productions.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Productions phonographiques	75/25
Matériel scénique	3 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans

L'association ne pratique pas d'amortissement dérogatoire.

3. Frais d'établissement

Néant

4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Les CD en stock sont dépréciés de 50% dès la fin de l'année de sortie de l'album, et de 10% chaque année qui suit, portant la dépréciation à 60% la seconde année, à 70% la troisième, année, etc....

5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

7. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires

SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B + C
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves règlementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	359 090	7 052		366 142
Résultat de l'exercice	7 052	-1 521	7 052	-1 521
Fonds associatifs avec droit de reprise				
Apports				
Legs et donations				
Subv. d'inv. sur biens non renouvelables				
Résultats sous contrôle tiers financeur				
Subv. d'inv. Sur biens non renouvelables				
Provisions règlementées				
Droits des Propriétaires (Commodat)				
Total	366 142	5 531	7 052	364 621

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice 2023

	Union Européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	TOTAL
Concours publics						
Subventions d'exploitation		967303	24000		24413	
Subventions d'investissement						
TOTAL		967303	24000	0	24413	1015716

Les subventions d'exploitation visent à soutenir les activités de l'association.

- État :

L'association bénéficie pour dotation principale d'une subvention du ministère de la Culture à hauteur de 840 000€ afin de soutenir son fonctionnement ainsi que la mise en œuvre des activités dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

L'association a par ailleurs bénéficié du soutien de la MMC – Maison de la Musique Contemporaine, du CNM – Centre National de la Musique, du FONPEPS ; et au titre de projets d'action culturelle du soutien du FIPD (Fonds d'Insertion et de Probation en Détention) et de la DRAC Ile-de-France (programme Culture et Justice).

- Collectivités territoriales :

Le Conseil régional d'Ile-de-France a alloué une subvention de 10 000€ afin de soutenir la diffusion sur le territoire francilien.

Le Conseil régional des Hauts-de-France a attribué une subvention de 14 000€ afin de soutenir le projet de l'Orchestre des Jeunes implanté en Région Hauts-de-France en 2023.

- Autres :

L'association a bénéficié en 2023 du soutien de la SACEM, de la SPEDIDAM.

Détail des Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice 2023

	Origine	Montant	Objet
Etat :	Ministère de la Culture - DGCA	840 000 €	Subvention fonctionnement général (CPO 2022 - 2024)
	Centre National de la Musique	28 000 €	Aide à la structuration (Académie de composition / Orchestre des Jeunes)
	Centre National de la Musique	10 000 €	Aide à l'export (EX MACHINA - tournée Allemagne-Autriche)
	Centre National de la Musique	20 000 €	Aide à la production / diffusion (DRACULA)
	Centre National de la Musique	8 675 €	Commission Egalité Femmes-Hommes
	Centre National de la Musique	14 €	Ristourne / Taxe billetterie
	Centre National de la Musique	9 684 €	Aide à la transition numérique
	Centre National de la Musique	7 500 €	Aide à la production phonographique (EX MACHINA)
	MMC - Maison de la Musique contemporaine	2 500 €	Aide à la production / diffusion (saison 2022 - 2023)
	DRAC Ile-de-France	3 000 €	Aide "Culture et Justice" (Action culturelle)
	FIPD - Fond d'Insertion et de Probation en	3 000 €	Aide "Prévention de la délinquance" (Action culturelle)
	Détention / Préfecture des Hauts-de-Seine		
	FONPEPS	9 478 €	Aide à la production phonographique (EX MACHINA)
	FONPEPS	3 515 €	Aides à l'emploi artistique spectacles "petites jauges"
	FONPEPS	20 000 €	Aides à l'emploi permanent
	Services Civiques	1 936 €	ASP (services civiques)
	TOTAL	967 303 €	
Collectivité territoriales :	Conseil Régional Ile-de-France	10 000 €	Aide à la Diffusion des Spectacles : DRACULA / EX MACHINA
	Conseil régional des Hauts-de-France	14 000 €	Orchestre des Jeunes#4
	TOTAL	24 000 €	
Autre :	SACEM	5 000 €	Aide à la diffusion 2023 - 2024
	SPEDIDAM	5 413 €	Aide aux déplacements internationaux : DRACULA / EX MACHINA
	SPEDIDAM	14 000 €	Aide à la diffusion 2022
	TOTAL	24 413 €	
	TOTAL	1 015 716 €	

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légal
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 062 683		60 321	7 816		1 115 188	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	1 062 683		60 321	7 816		1 115 188	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des construction							
Installations techniques, matériel et outillage ind							
Installations générales, agencements divers	40 518					40 518	
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier	41 806		6 214			48 020	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours			1 175			1 175	
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	82 324		7 389			89 713	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	153					153	
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	8 750		1 394			10 144	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	8 903		1 394			10 297	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	1 153 910		69 105	7 816		1 215 198	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 054 013	45 841		1 099 853
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	1 054 013	45 841		1 099 853
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel				
Inst. générales, agencements, aménagements divers	22 892	3 067		25 960
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	24 415	4 791		29 206
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	47 307	7 858		55 166
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	1 101 320	53 699		1 155 019

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours	75 030	32 105	19 840	87 295
Dépréciation sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL	75 030	32 105	19 840	87 295

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	10 144		10 144
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	83 923	83 923	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	769	769	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 001	5 001	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	24 219	24 219	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques	97 425	97 425	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	39 835	39 835	
Charges constatées d'avance	36 563	36 563	
TOTAL DES CRÉANCES	297 878	287 734	10 144

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	16559			16559
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16559			16559

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	115	115		
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	68 361	68 361		
Personnel et comptes rattachés	21 835	21 835		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	98 082	98 082		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	4 723	4 723		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	21 109	21 109		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	1 017	1 017		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	111 625	111 625		
TOTAL DETTES	326 867	326 867		

ENGAGEMENTS FINANCIERS

NÉANT

Nature de l'engagement	Montant de l'engagement restant à la clôture de l'exercice
Contrat(s) de crédit-bail Retraites et indemnités assimilées Créances de l'actif immobilisé Suretés reçues Suretés données Effets de commerce escomptés non échus cessions de créances Dailly, affacturage	

AUTRES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

NÉANT

Opérations non inscrites au bilan (détail par nature)	Objectif commercial (description de l'objectif commercial)
Contrats de location de longue durée Fournisseurs et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance	

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	36563
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	36563

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	111 625
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	111 625

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	115
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 888
Dettes fiscales et sociales	46 730
Dont : Provision Congés Payés : 16 171	
Charges soc sur congés : 8 678	
Formation et Médecine : 3 685	
TVA sur factures à établir : 1 104	
Taxe sur les salaires : 17 092	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	179
TOTAL CHARGES À PAYER	57 912

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	12 087
Autres créances	45 582
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	57 669